

ÉDUCATION

EMPRUNTER POUR ÉTUDIER

— Étienne Désy-Massé

Sans l'aide financière du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), plusieurs centaines d'étudiants de la région ne pourraient accéder aux études de leur choix. Faits saillants sur l'aide financière aux études et l'endettement des étudiants d'ici et d'ailleurs fréquentant l'un des établissements d'enseignement en Abitibi-Témiscamingue.

PRÊTS ET BOURSES

Le nombre de bénéficiaires du Programme de prêts et bourses pour les études à temps plein a diminué de 25 % en Abitibi-Témiscamingue entre 2014-2015 et 2018-2019, pour s'établir à 1 419. En 2018-2019, un bénéficiaire étudiant dans la région recevait en moyenne 5 466 \$, ce qui est moins élevé qu'en 2014-2015, tous ordres d'enseignement confondus.

À l'échelle provinciale, le nombre de bénéficiaires a connu une plus faible diminution (9 %). Le montant moyen d'aide par bénéficiaire était plus élevé dans l'ensemble du Québec que dans la région en 2018-2019 (7 072 \$). L'écart s'est d'ailleurs creusé puisque l'aide moyenne a augmenté de 6 % depuis 2014-2015 pour les bénéficiaires de l'ensemble du Québec, alors qu'elle est restée relativement stable dans la région.

En Abitibi-Témiscamingue, environ les deux tiers des bénéficiaires étudiaient aux niveaux secondaire et collégial, et se partageaient près de 60 % de l'aide financière totale distribuée en 2018-2019. Du côté du Québec, la balance penchait plutôt vers les études universitaires, avec environ la moitié des bénéficiaires et des montants alloués en bourses et prêts.

ENDETTEMENT

Au terme de leurs études, 712 emprunteurs ayant étudié en Abitibi-Témiscamingue devaient rembourser la somme des prêts qui leur ont été consentis en 2018-2019. Ce nombre a diminué de 3 % (+7 % au Québec) par rapport à 2014-2015, mais cette tendance générale cache une augmentation de 16 % au niveau universitaire.

La dette cumulative moyenne atteignait 9 278 \$ en 2018-2019 pour l'ensemble

des ordres d'enseignement en Abitibi-Témiscamingue, un montant relativement stable depuis 2014-2015. Plus précisément, la dette moyenne s'échelonnait à 5 532 \$ à la formation professionnelle, 8 466 \$ au collégial et 13 514 \$ à l'université en 2018-2019. Au Québec, la dette moyenne était estimée à 11 115 \$ en 2018-2019, soit 17 % de plus qu'en Abitibi-Témiscamingue.

La diminution du nombre de bénéficiaires et d'emprunteurs en Abitibi-Témiscamingue serait attribuable, entre autres, à la croissance économique. La hausse des revenus plus importante que l'inflation a fait en sorte que les étudiants avaient plus d'argent pour payer leurs études ou leurs dettes d'études.

Parmi les pistes explicatives de l'aide financière et l'endettement moins importants dans la région comparativement à l'ensemble du Québec, relevons le revenu d'emploi des bénéficiaires plus important dans la région (14 050 \$ c. 10 763 \$), la part plus élevée de bénéficiaires étant considérés comme soutenus par une contribution parentale (54 % c. 40 %), la part plus faible de bénéficiaires issus de l'immigration (8 % c. 33 %) ainsi que l'absence d'établissements d'enseignement privés non subventionnés qui exigent des droits de scolarité plus élevés. ■

Aide financière aux études et endettement, par région d'étude

> Abitibi-Témiscamingue et ensemble du Québec, 2014-2015 et 2018-2019

	Abitibi-Témiscamingue		Ensemble du Québec	
	2014-2015	2018-2019	2014-2015	2018-2019
Prêts et bourses				
Bénéficiaires (n ^{bne})	1 932	1 419	175 916	159 636
Aide moyenne (\$)	5 541	5 466	6 697	7 072
Endettement				
Emprunteurs (n ^{bne})	731	712	67 268	72 107
Dette moyenne (\$)*	9 355	9 278	11 161	11 115

Notes : * Dette : Montant cumulatif des prêts non remboursés. Seul l'endettement public par l'aide financière aux études est considéré ici. Les statistiques n'incluent pas les autres types de dettes.

Sources : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, **Statistiques de l'aide financière aux études** et demande d'information (9 juin 2021). Compilation : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue.

Sources : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), **Statistiques de l'aide financière aux études**, 2021.

Demande d'information (9 juin 2021); Entretien d'information (11 août 2021).

EMPLOI ET MARCHÉ DU TRAVAIL

DÉSÉQUILIBRE ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE

— Mariella Collini

Après des mois de turbulences économiques en 2020 causées par la pandémie et les mesures sanitaires, une reprise du marché du travail est observée en Abitibi-Témiscamingue. Plusieurs difficultés de recrutement subsistent, expliquant une remontée inégale d'un secteur d'activité à l'autre. Tour d'horizon des principaux indicateurs de l'emploi et des perspectives professionnelles d'ici 2023.

Avec l'allègement des mesures sanitaires, la situation du marché du travail en Abitibi-Témiscamingue s'est encore améliorée au 2^e trimestre de 2021 (avril à juin) par rapport au trimestre précédent (janvier à mars), selon les données de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada. En l'occurrence, bien que la population active se soit légèrement contractée (-500), le nombre de personnes qui se sont jointes à celles en emploi a augmenté de 2 600 par rapport au 1^{er} trimestre de 2021, pour ainsi totaliser 74 700 personnes occupées au 2^e trimestre de 2021. Sur une plus longue période d'observation, il s'agit de 12 600 emplois de plus qu'au 2^e trimestre de 2020, qui a été fortement affecté par la première vague de COVID-19.

Si l'on observe les taux d'emploi et de chômage, ils s'établissaient respectivement à 63,1 % et 3,5 % au 2^e trimestre de 2021, en comparaison de 60,8 % et 7,4 % au 1^{er} trimestre de 2021. La conjoncture est ainsi plus favorable dans la région que dans l'ensemble du Québec, où les taux atteignaient 59,9 % et 6,5 % au 2^e trimestre de 2021. Le taux d'emploi régional positionne l'Abitibi-Témiscamingue au 1^{er} rang des régions du Québec, alors que la région enregistre l'un des plus bas taux de chômage avec la région de Chaudière-Appalaches (3,4 %).

Indicateurs du marché du travail des personnes de 15 ans et plus, données désaisonnalisées

> Abitibi-Témiscamingue, 2^e trimestre de 2020 et 2021 (écart)

	2 ^e trimestre 2020	2 ^e trimestre 2021	Écart 2 ^e trimestre 2021/2020
Population active	69 600	77 400	7 800
Population occupée	62 100	74 700	12 600
Population en chômage	7 500	2 700	-4 800
Taux d'activité	58,6 %	65,4 %	6,8 pt
Taux d'emploi	52,3 %	63,1 %	10,8 pt
Taux de chômage	10,8 %	3,5 %	-7,3 pt

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, à partir de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), Population active, emploi et chômage, régions administrative, site Web consulté le 2 septembre 2021.

TENSIONS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Il va de soi qu'une population active qui croît moins rapidement que la création d'emplois apporte son lot de défis aux employeurs qui sont en recrutement de main-d'œuvre. D'autant plus que le bassin disponible de travailleuses et de travailleurs est directement tributaire de l'évolution de la population et de la structure d'âge de cette dernière. Le bulletin de juillet-août de l'Observatoire mentionnait que la population âgée de 20 à 64 ans allait diminuer jusqu'en 2038 et que le vieillissement de la population se poursuivrait, selon les plus récentes projections de l'Institut de la statistique du Québec (scénario de 2021).

■ Indice de remplacement

Si l'on analyse l'indice de remplacement de la main-d'œuvre (IRMO), il y avait 68,9 jeunes de 20 à 29 ans pour 100 personnes de 55 à 64 ans, possiblement sujettes à quitter leur emploi dans un avenir plus ou moins rapproché. Il s'agit d'un indice nettement inférieur à celui du Québec, à 82,5. Si les projections anticipent une hausse dans les prochaines années, l'indice variera grandement au sein des territoires de MRC. Selon les projections actuelles, c'est seulement à partir de 2032 que le marché du travail régional pourrait retrouver son potentiel de remplacement de la main-d'œuvre, soit un indice de 100,

ce qui surviendrait 3 années plus tard qu'au Québec. Les territoires de Rouyn-Noranda et de La Vallée-de-l'Or seraient les seuls où l'indice atteindrait la parité (indice de 100), et ce, respectivement en 2029 et 2031.

Indice de remplacement

> MRC de l'Abitibi-Témiscamingue, 2021 et année paritaire (indice de 100)

	2021	Année paritaire
Abitibi	67,9	---
Abitibi-Ouest	54,3	---
La Vallée-de-l'Or	71,3	2031
Rouyn-Noranda	81,8	2029
Témiscamingue	52,2	---
Abitibi-Témiscamingue	68,9	2032
Ensemble du Québec	82,5	2029

Source : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, à partir de l'Institut de la statistique du Québec, **Mise à jour 2021 des perspectives démographiques du Québec et des régions, 2020-2066.**

■ Postes vacants

Selon l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), les employeurs de la région ont déclaré plus de 2 500 postes vacants au 1^{er} trimestre 2021. Il s'agit d'une augmentation par rapport au même trimestre de l'année précédente, et d'un volume similaire à 2019. Les trois grandes catégories professionnelles qui comptent le plus de postes vacants dans la région sont : Sciences naturelles (200), Métiers, transport, machinerie (575) et Vente et services (890).

L'Abitibi-Témiscamingue se classe parmi les cinq régions à offrir un salaire horaire moyen pour les postes vacants parmi les plus élevés au Québec. Au 1^{er} trimestre 2021, il s'établissait à 21,10 \$ (22,20 \$ au Québec), en hausse de 0,70 \$ ou de 3 % comparativement au même trimestre il y a 4 ans, soit en 2017 (+9 % au Québec). Les secteurs des ressources naturelles (+27 %) et de l'enseignement et des services sociaux

(+21 %) sont parmi ceux ayant enregistré la plus forte croissance des salaires offerts.

Nombre de postes vacants

> Abitibi-Témiscamingue, trimestres depuis 2017 au 1^{er} trimestre 2021

	Nombre de postes vacants par trimestre			
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
2021	2 540
2020	2 295	ND	ND	3 010
2019	2 635	2 525	2 590	1 925
2018	2 325	2 665	2 820	2 700
2017	1 240	2 000	2 535	1 785

Notes : Un poste est vacant s'il y a des tâches à accomplir durant le mois et si l'employeur cherche activement un travailleur à l'extérieur de l'organisation afin de pourvoir le poste.

Données non désaisonnalisées.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), **Tableau 14-10-0325-01**.

Salaires horaires moyens pour les postes vacants par catégories professionnelles

> Abitibi-Témiscamingue, 1^{er} trimestre 2021

Ensemble des professions	21,10 \$
Gestion	26,60 \$
Affaires, finance et administration	21,45 \$
Sciences naturelles et appliquées	28,70 \$
Secteur de la santé	21,65 \$
Enseignement, services sociaux et gouvernementaux	19,70 \$
Arts, culture, sports et loisirs	19,55 \$
Vente et services	15,35 \$
Métiers, transport, machinerie et domaines apparentés	24,90 \$
Ressources naturelles, agriculture et production connexe	27,90 \$
Fabrication et services d'utilité publique	23,65 \$

Notes : Exclut les heures supplémentaires, les pourboires, les commissions et les primes.

Le salaire offert peut être différent du salaire réel versé une fois que le poste a été doté.

Source : Statistique Canada, Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), **Tableau 14-10-0356-02**.

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Services Québec Abitibi-Témiscamingue en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale établissent des diagnostics portant sur l'état d'équilibre du marché du travail régional¹. Avec une méthodologie améliorée et adaptée au contexte pandémique qui prévaut, ces diagnostics déterminent si une profession est ou sera en déficit (pénurie), en équilibre ou en surplus de main-d'œuvre pour la période actuelle, soit 2021-2023.

L'utilisation de la notion d'équilibre s'explique par le fait qu'une majorité de professions et de métiers ont de bonnes perspectives d'emploi pour celles et ceux qui ont les qualifications requises. Par exemple, en Abitibi-Témiscamingue, sur les 233 professions avec diagnostic, 159 ou 68 % sont dites en « équilibre », ayant autant de main-d'œuvre que de postes à pourvoir (61 % au Québec).

Néanmoins, au-delà d'un bassin de main-d'œuvre jugé suffisant (quantité), les entreprises et les organisations peuvent tout de même rencontrer des difficultés de recrutement qui diffèrent selon le niveau de compétence exigé pour le poste ou des caractéristiques particulières liées à la profession. Pensons aux conditions de travail (horaire atypique, postes temporaires, revenus d'emploi, saisonnalité), aux changements technologiques (compétences peu substituables par la machinerie), aux exigences du travail (physique) ou encore, à l'accessibilité du lieu de travail (p. ex. : site minier hors région).

D'ici 2023, 62 professions seront en déficit ou en léger déficit de main-d'œuvre en Abitibi-Témiscamingue (27 %). Ces professions offriront d'une part, d'excellentes perspectives d'emploi pour les personnes disposant des qualifications requises, mais d'autre part, amplifieront les difficultés pour les employeurs de pourvoir aux postes vacants. De manière générale, on qualifie une profession en situation de pénurie si on assiste de pair à une forte croissance de l'emploi, un très faible taux de chômage, la présence de postes vacants de longue durée, une croissance importante des salaires ou une absence ou insuffisance de relève.

Toujours dans la région, les professions en déficit se concentrent dans des secteurs à forte demande (santé et services sociaux [13], construction et transport [12] ainsi que vente et services [5]) ou à fort développement (ressources naturelles et fabrication [6]). D'autres requièrent des compétences élevées, notamment dans le domaine des sciences naturelles et technologies de l'information (15) alors que certaines professions (2) sont liées au secteur « Affaires, finance et administration ».

Enfin, seulement douze professions seront en surplus.

Pistes de solutions

Pour répondre aux besoins actuels et futurs des employeurs, qu'ils soient liés aux facteurs démographiques ou structurels, les entreprises, les travailleuses et les travailleurs et les acteurs du marché du travail (associations syndicales, organismes d'intégration en emploi, établissements d'enseignement, organismes de développement, ministères concernés, milieu municipal, etc.) devront accentuer leurs efforts. Diverses solutions sont proposées afin d'accroître le bassin de main-d'œuvre qualifiée.

> Favoriser de bonnes pratiques RH, comme l'attraction, la fidélisation, la relève et la réorganisation du travail.

> Accroître la qualification par le niveau de diplomation, la reconnaissance des acquis, et le rehaussement des compétences et de la littératie (incluant la littératie numérique).

> Favoriser une plus grande intégration au marché du travail des Premières Nations et celle des personnes sous représentées (jeunes moins scolarisés, personnes immigrantes, avec incapacités, expérimentées [55 ans et plus], etc.).

> Recourir à l'immigration temporaire et permanente.

> Assurer l'arrimage entre la formation et les besoins en entreprise par des formules novatrices en formation.

> Investir dans l'innovation, incluant les technologies numériques.

> Valoriser les métiers et les professions en demande et les programmes de formation offerts.

> Maintenir l'attractivité de la région (accès au logement et aux services de garde, services de proximité, mobilité, etc.). ■



L'indice de remplacement pour les MRC de la région ainsi que celles sur les postes vacants sont disponibles dans l'onglet **Emploi** de notre site Web.

Sources :

1. Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, **État d'équilibre du marché du travail – Mise à jour des diagnostics de moyen terme (2023) pour 500 professions, 2021 et Services Québec Abitibi-Témiscamingue, Perspectives d'emploi 2021-2023**.

En collaboration avec Services Québec Abitibi-Témiscamingue.

AUTOCHTONES, COHÉSION, PARTICIPATION ET DÉMOCRATIE

POLICE CHEZ LES ANICINAPEK

— Étienne Désy-Massé

L'éloignement géographique et l'inaccessibilité à des services policiers culturellement pertinents entraînent des défis dans certaines communautés autochtones en Abitibi-Témiscamingue. État de la situation des quatre corps policiers autochtones (CPA) dans la région.

En 2021, quatre des sept communautés anicinapek de la région de l'Abitibi-Témiscamingue possédaient leur propre service de police : Kebaowek, Pikogan Lac Simon et Timiskaming. Les trois autres étaient desservies par la Sûreté du Québec (SQ). Ainsi, les corps policiers autochtones (CPA) desservaient environ 80 % de la population régionale résidant dans les territoires des communautés autochtones.

Entre 2015 et 2019, les effectifs policiers des CPA de la région ont diminué de 17 % (29 à 24), alors que la population résidant

dans les communautés desservies a augmenté de 6 %. La diminution des effectifs des CPA pourrait s'expliquer par le manque de financement et par des difficultés de recrutement, particulièrement auprès de la population active autochtone. Un peu moins des deux tiers des policiers des CPA de la région étaient d'origine autochtone en 2019. ■

Sources : Ministère de la Sécurité publique (MSP), **Statistiques sur la desserte policière** et Services autochtones Canada, **Population indienne inscrite selon le sexe et la résidence** 2015 et 2019.

✓ TRAVAILLER ENSEMBLE

Devenu permanent en 2019, le Poste de police communautaire mixte autochtone (PPCMA) à Val-d'Or favorise une approche communautaire pour le maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique auprès de la population valdorienne, particulièrement les Autochtones et les personnes en situation de vulnérabilité, par une collaboration étroite entre les patrouilleurs et les intervenants du milieu. Dans un contexte d'augmentation de la population autochtone en milieu urbain à Val-d'Or, les patrouilleurs tissent une relation de confiance et de proximité avec cette population par divers moyens qui dépassent le cadre traditionnel des tâches policières. Par exemple, ils participent à des activités communautaires et offrent des interventions personnalisées en dirigeant les personnes vulnérables, avec leur accord, vers les organismes et les services d'hébergement et d'insertion sociale.

Sources : Sûreté du Québec, **Poste de police communautaire mixte autochtone – Dépliant Redéfinir l'approche communautaire dans les interventions policières**, 2018.

NOTRE MISSION

L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue est un carrefour d'information, notamment statistique, au sujet de l'Abitibi-Témiscamingue. Par le partage des connaissances, il vise une meilleure compréhension des réalités régionales.

445, boulevard de l'Université,
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4
T. : 819 762-0971 Sans frais : 1 877 870-8728 poste 2622
observatoire@observat.qc.ca
OBSERVAT.QC.CA

ISSN : 1915-5050 (Imprimé)
ISSN : 1916-4963 (En ligne)
2 100 abonnements

✓ SORTI DES PRESSES

Académie de la transformation numérique (ATN), **Netendances – Portrait numérique des régions administratives du Québec en 2020, 2021**.

Association des Véhicules Électriques du Québec, **Statistiques SAAQ-AVÉQ sur l'électromobilité au Québec en date du 30 juin 2021**.

Bureau d'études stratégiques et techniques en économique (B.E.S.T.E.), **Retombées économiques des activités de chasse, de pêche et de piégeage au Québec – Par région administrative et par espèce, Estimations pour 2018 et Rapport technique** réalisé pour le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs du Québec (MFFP), 2020.

Beaulé, Guillaume, **Vivre avec un problème de santé mentale en Abitibi-Témiscamingue**, Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (CISSS-AT) 2021.

Institut de la statistique du Québec (ISQ), **Bulletin statistique régional : Abitibi-Témiscamingue – Édition 2021**.

ISQ, **Bulletin statistique régional : Nord-du-Québec – Édition 2021**.

ISQ, Données sur les perspectives démographiques à l'échelle des MRC du Québec et des municipalités (500 habitants et plus).

ISQ, **Recueil des indicateurs de suivi de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020, 2021**.

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), **Le taux de sorties sans diplôme ni qualification en formation générale des jeunes 2018-2019, 2021**.

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP), **Compilation des registres fonciers 2020, 2021 et Répertoire des bénéficiaires des droits forestiers sur les terres du domaine de l'État**, 30 juin 2021.

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), **Bilan des réalisations 2019-2020 en Abitibi-Témiscamingue, 2021**.

Secrétariat à l'adoption internationale, **Adoption internationale 2020, 2021**.

Secrétariat du Conseil du trésor, **L'effectif de la fonction publique du Québec 2019-2020, 2021**.

Bonne lecture !



L'OBSERVATOIRE
de l'Abitibi-Témiscamingue
RASSEMBLER · COMPRENDRE · DIFFUSER